

Quelle est la place accordée aux PME ?

ÉLECTION AU CONSEIL D'ÉTAT GENEVOIS. Interview croisée des présidents de la FER Genève et de la CCIG.

ELSA FLORET

En amont du second tour de l'élection du Conseil d'Etat, le 6 mai, *L'Agefi* a questionné deux personnalités de la vie économique genevoise pour connaître leur avis sur les thèmes clés de la campagne, comme l'emploi des PME, la fiscalité et l'attractivité du canton.

Ivan Slatkine, président de la FER Genève, estime que Genève bénéficie d'une activité très diversifiée avec des secteurs clés tels que notamment l'horlogerie ou la construction dans le secteur secondaire et le négoce de matières premières, les activités des services financiers et les sciences de la vie dans le secteur tertiaire. Pour maintenir l'attractivité du canton, il faut continuer à développer des

infrastructures performantes, fournir des formations de premier plan, maintenir un réseau dense d'organisations internationales ou non gouvernementales ainsi que veiller au développement de la recherche et de l'innovation.

Quant à Juan-Carlos Torres, président et directeur ad interim de la CCIG, il constate que la vitalité économique du canton n'est au premier rang des préoccupations d'aucun des partis, probablement car elle est considérée comme acquise. Cela lui paraît dangereux, car même si la situation économique est plutôt bonne aujourd'hui, la concurrence est rude et l'environnement économique se complexifie rapidement. Il ne trouve pas de réflexion aboutie liée aux PME dans les programmes des partis. **PAGE 9**

«La vitalité économique de Genève n'est pas au premier rang des préoccupations des partis»

ÉLECTION AU CONSEIL D'ÉTAT. Interview croisée du président de la Fédération des entreprises romandes Genève et de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève.

ELSA FLORET

En amont du second tour de l'élection du Conseil d'Etat, le 6 mai, *L'Agefi* a questionné deux personnalités de la vie économique genevoise pour connaître leur avis sur les thèmes clés de la campagne, comme l'emploi des PME, la fiscalité et l'attractivité du canton.

Interviews croisées des deux présidents d'associations professionnelles à Genève: Ivan Slatkine, président de la FER Genève (Fédération des entreprises romandes), et Juan-Carlos Torres, président et directeur ad interim de la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève).



IVAN SLATKINE. «PF 17 permettra de maintenir plusieurs milliers d'emplois à Genève. Nous soutenons ce projet.»



JUAN-CARLOS TORRES. «Le vrai enjeu est de donner les moyens aux PME d'affronter les défis des nouvelles technologies.»

Quel est votre avis sur PF17?

Ivan Slatkine – Notre Fédération accueille favorablement le projet de réforme de l'imposition des entreprises. Il permet de se conformer aux standards internationaux et ainsi de garantir la sécurité juridique indispensable à nos entreprises. Il propose des outils nécessaires au maintien de notre compétitivité, dans un contexte de concurrence mondiale accrue. Il permet de mettre sur pied un cadre propice au maintien durable d'un tissu économique qui crée de l'emploi et de la valeur ajoutée. Notre Fédération s'engage pour une réforme équilibrée, permettant de rassembler une large majorité.

Juan-Carlos Torres – La mise en œuvre de PF17 est fondamentale et elle doit être effectuée rapidement, car les autres pays et même les autres cantons n'attendent pas. Ainsi, le nouveau taux d'imposition vaudois entre en vigueur au 1^{er} janvier de l'année prochaine et Neuchâtel met actuellement en consultation un taux situé entre 12,5 et 13,5%. Nous sommes par ailleurs particulièrement satisfaits que le projet du Conseil fédéral augmente de 20,5% à 21,2% la part de l'IFD revenant aux cantons. Cette dé-

cision donnera une marge de manœuvre supplémentaire au canton de Genève pour élaborer sa propre réforme cantonale.

Quelle place est accordée aux PME dans la campagne actuelle pour l'élection du nouveau Conseil d'Etat?

IS – Les PME sont au cœur de nos préoccupations. Ce sont elles qui seront les grandes bénéficiaires de la réforme fiscale en voyant le taux d'imposition sur les bénéfices baisser (contrairement aux entreprises à statuts qui verront le taux augmenter). Les PME ont besoin de taux d'imposition compétitifs, d'où la nécessité de mettre en œuvre rapidement le projet fiscal au plan cantonal. Le projet cantonal permettra de maintenir les carnets de commandes et les clients de nos PME en conservant les entreprises multinationales sur notre territoire. Par ailleurs, il est nécessaire de permettre aux PME de répondre aux défis de la numérisation, de limiter les entraves administratives, d'encourager l'entrepreneuriat et d'offrir des conditions-cadre attractives à l'ensemble de nos entreprises.

JT – La vitalité économique de

notre canton n'est au premier rang des préoccupations d'aucun des partis, probablement car elle est considérée comme acquise. Cela me paraît dangereux car même si nous allons plutôt bien aujourd'hui, la concurrence est rude et l'environnement économique se complexifie rapidement.

Les partis de l'Entente sont certes sensibles à la nécessité de diminuer la charge administrative des entreprises, notamment des PME, ainsi qu'au poids de la fiscalité. Mais le vrai enjeu, à mon sens, est de donner les moyens aux PME d'affronter les défis des nouvelles technologies, en particulier par la formation. Or, je ne trouve pas de réflexion aboutie liée aux PME dans les programmes des partis.

Et quel avenir se profile devant elles?

IS – La mise en œuvre de PF 17 au niveau cantonal permettra de renforcer la compétitivité des PME genevoises tout en maintenant de nombreux emplois sur notre territoire. Un autre élément essentiel est le maintien d'une économie genevoise dynamique. En effet, une bonne conjoncture exerce un effet positif sur les entreprises et les divers secteurs

d'activités de l'économie genevoise. Il faut souligner sur ce point l'interdépendance entre les grandes entreprises et les PME.

JT – Les PME genevoises forment, à Genève comme en Suisse, l'essentiel du tissu économique genevois. A Genève, toutefois, une partie d'entre elles prospèrent grâce à la présence des multinationales. Si cette subtile alchimie est préservée, notamment par une mise en œuvre rapide de PF17, je pense que l'avenir des PME s'annonce radieux. Leur taille les rend agile et, dans le monde complexe qui est le nôtre, il s'agit d'un atout incomparable.

En termes d'emploi, quelles solutions pragmatiques préconisez-vous?

IS – PF 17 permettra de maintenir plusieurs milliers d'emplois à Genève, donc nous recommandons de soutenir ce projet. Plus globalement, une économie qui se porte bien est une économie créatrice d'emplois. En Suisse, la croissance économique montre quelques signes d'impulsion, ce qui aura des effets positifs dans les différentes régions dont Genève. Avec l'atténuation de la force du franc par rapport à l'euro, c'est aussi des perspectives

plus positives qui sont attendues pour notre économie d'exportation. Pour répondre aux besoins des employeurs, la formation initiale et continue est cruciale pour le démarrage de la vie professionnelle et le maintien en emploi. Nous devons donc être très attentifs au maintien d'un système de formation de qualité.

JT – Former, former et encore former, de manière ciblée et par anticipation. On admet communément que 60% des jeunes qui entreront sur le marché du travail en 2025 auront un métier qui n'existe pas aujourd'hui. De plus, l'arrivée de l'intelligence artificielle donne une acuité nouvelle à cette question. Les premiers métiers affectés sont des métiers tels que radiologue, comptable ou même avocat. La formation - initiale ou continue - est donc appelée à jouer un rôle crucial à toutes les périodes de la vie. Au-delà, nous devons tous - associations économiques, monde politique, entreprises- nous interroger sur la place réservée à l'humain dans l'entreprise de demain.

Quid de l'économie genevoise: quels sont les secteurs clés?

Et comment rendre le canton attractif, outre la fiscalité?

IS – Genève bénéficie d'une activité très diversifiée avec des secteurs clés tels que notamment l'horlogerie ou la construction dans le secteur secondaire et le négoce de matières premières, les activités des services financiers et les sciences de la vie dans le secteur tertiaire. Pour maintenir l'attractivité du canton, il faut continuer à développer des infrastructures performantes, fournir des formations de premier plan, maintenir un réseau dense d'organisations internationales ou non gouvernementales ainsi que veiller au développement de la recherche et de l'innovation.

JT – Notre Enquête conjoncturelle de printemps montre que l'économie genevoise va plutôt bien. Elle est plus résiliente que l'économie suisse car elle repose sur des secteurs diversifiés. Aujourd'hui, nous constatons que la banque reprend des couleurs. La chimie et l'horlogerie se montrent confiantes pour 2018. Et le secteur du négoce reste important.

A côté de ces secteurs traditionnels, Genève dispose d'atouts à cultiver dans d'autres domaines: les sciences de la vie, les fintechs ou encore la sécurité des données.

Et comment rendre le canton attractif, outre la fiscalité?

JT – Tout d'abord, il convient de préciser que l'attractivité, selon nous, ce n'est pas seulement faire venir des entreprises, c'est aussi permettre à celles qui sont établies ici de vivre et se développer. La CCIG concentre son action sur quatre facteurs d'attractivité que sont la fiscalité, la mobilité, l'aménagement du territoire et l'énergie. Mais il est pour moi évident que l'attractivité doit exister dans tous les domaines, qu'il s'agisse de formation, de santé, d'environnement, d'emploi ou de culture. Attractivité et pérennité ne sont pas le fruit d'une seule condition cadre; elles sont générées par un ensemble de facteurs. ■